



La cohérence des politiques au service du développement durable

De multiples politiques régissent les relations entre la Suisse et ses pays partenaires. La conclusion d'un accord de libre-échange peut ainsi avoir également des répercussions sur l'environnement dans les pays partenaires. Les réflexions portant sur la cohérence des politiques permettent d'identifier les interactions et de mesurer les effets d'une politique sur les autres domaines de la politique.

Lorsque des pays souhaitent favoriser le développement des pays pauvres, il existe d'autres options que l'aide au développement. Ils peuvent organiser leurs autres politiques de façon à favoriser le développement dans ces pays tout en limitant au maximum les effets négatifs. C'est pourquoi la cohérence des politiques au service du développement durable est un pilier de la stratégie de développement de l'OCDE et l'un des objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable et des Objectifs de développement durable (ODD).

La cohérence des politiques en Suisse

La Suisse dispose de divers mécanismes institutionnels qui permettent de peser le pour et le contre en cas de conflits d'intérêts intervenant dans le cadre de la politique de développement.

La collaboration interdépartementale et les procédures de consultation au sein de l'administration fédérale garantissent la prise en compte de questions de politique extérieure et de politique de développement lors de la définition des politiques nationales. La décision finale dans une affaire est une question d'équilibre entre les différents intérêts de l'ensemble des champs politiques (la priorité n'est pas donnée à la politique de développement). Globalement, une certaine incohérence ne peut être totalement exclue en raison de la multiplicité des intérêts.

Dans le cadre de la dernière évaluation par les pairs de l'OCDE/du CAD en 2019, la Suisse a eu confirmation que ses processus politiques visant à promouvoir la cohérence des politiques au service du développement durable fonctionnaient très bien. En revanche, elle pourrait surveiller et analyser plus systématiquement encore ses politiques nationales et internationales en lien avec les pays en développement et communiquer plus largement leurs résultats.

Quel est le rôle du SECO?

La coopération au développement économique du SECO promeut la mise en place de conditions-cadres économiques fiables et les initiatives innovantes du secteur privé. La prise en compte des interactions est ancrée dans la Stratégie de coopération internationale 2021-2024.

La cohérence des politiques au service du développement durable selon l'OCDE (2019)

Definition:

Approche visant à intégrer les différentes dimensions du développement durable à tous les niveaux de définition des politiques nationales et internationales.

Objectifs:

- 1) Favoriser les synergies et maximiser les gains dans tous les domaines de la politique économique, sociale et environnementale;
- 2) Concilier les objectifs de politique nationale et les objectifs de développement durable reconnus à l'échelle internationale;
- 3) Tenir compte des incidences transnationales et des conséquences à long terme des politiques, notamment celles qui risquent de concerner des pays en développement.

Les huit principes de la promotion de la cohérence des politiques:

Vision et gestion

- 1) Engagement et gestion politiques
- 2) Vision stratégique à long terme
- 3) Intégration politique

Interactions politiques

- 4) Coordination des politiques
- 5) Engagement infranational
- 6) Prise en compte des groupes d'intérêts

Mesure de l'efficacité

- 7) Analyse des incidences sur la politique et le financement
- 8) Surveillance, reporting et évaluation

Source: Recommandation du Conseil sur la cohérence des politiques au service du développement durable. <http://www.oecd.org/gov/pcsd/recommendation-on-policy-coherence-for-sustainable-development-eng.pdf>

Au sein du SECO, l'échange d'informations et d'expériences se fait régulièrement entre les différents centres de prestations. Cela encourage les synergies et, le cas échéant, permet de coordonner les politiques économiques et de développement. De plus, le SECO sensibilise les parties prenantes à ce thème et les implique autant que possible dans la recherche de solutions.

Le SECO renforce la cohérence des politiques au moyen d'une approche pragmatique:

Tout d'abord en cherchant à établir des conditions d'égalité dans le cadre des réglementations internationales, par exemple dans le contexte de l'ONU ou de l'OCDE. Cela bénéficie aussi bien aux pays en développement qu'à la Suisse.

Ensuite, le SECO s'engage en faveur de l'amélioration des conditions-cadres nationales en Suisse et dans les pays en développement, afin d'améliorer leur attrait économique par exemple. Le SECO soutient notamment l'intégration de ses pays partenaires dans les chaînes de valeur internationales ou renforce, par le biais de ses mesures, la politique fiscale et en particulier la politique des recettes. Les pays partenaires peuvent ainsi mieux saisir les opportunités de la mondialisation et sont plus résistants aux crises.

Enfin, le SECO contribue à établir des analyses et des rapports sur les politiques suisses qui mettent en lumière leur impact sur les pays en développement (par exemple les rapports annuels sur la coopération internationale de la Suisse).

Exemple de projet: Better Gold Initiative for Artisanal and Small-Scale Mining

Pays: Bolivie, Colombie, Pérou

Partenaire du projet: Better Gold Association (SBGA)

Période: 2016-2021 (Phase II)

Budget: CHF 8 millions (participation SECO: 100 pour cent)

Objectifs : la Better Gold Initiative (BGI) encourage la mise en place de chaînes de valeur pour la production d'or responsable dans des petites mines et des mines artisanales. L'initiative soutient les mineurs dans leur processus de certification. Elle offre également un soutien technique aux décideurs politiques afin de simplifier les conditions-cadres de formalisation des activités économiques. Toutes les parties prenantes sont impliquées dans le processus (mineurs, régulateurs nationaux, négociants et acheteurs en Suisse). La BGI améliore ainsi la cohérence entre les intérêts de politique économique et de développement durable.



Informations complémentaires:

www.seco-cooperation.admin.ch

info.cooperation@seco.admin.ch

WEPO, janvier 2021